

Dossier du mois : Dans la CGT, l'énergie en débat

Le projet d'un groupe de travail CGT sur la politique énergétique, associant quatre fédérations et la confédération, a été lancé suite à la commission exécutive confédérale du 2 novembre.

**Entretien avec Virginie Gensel,
secrétaire générale de la Fédération Nationale des Mines et de l'Energie.**

Quelles sont les raisons qui ont présidé à la création d'un groupe de travail CGT très large autour des questions d'énergie ?

Virginie Gensel : La politique énergétique et plus particulièrement l'avenir du nucléaire sont, on l'a vu récemment, des enjeux forts des prochaines échéances électorales. Et les choix qui pourraient être faits seront extrêmement structurants pour l'avenir de la filière, pour l'emploi, pour les salariés et pour le développement de l'industrie française. La CGT, sur cette question - comme sur d'autres - souhaite porter ses réflexions et ses exigences dans le débat public, à sa place de syndicat et en toute indépendance. D'où à mon sens la nécessité d'un débat au sein de la CGT, afin de clarifier, d'une part, certaines problématiques et d'autre part d'identifier celles qu'il nous faut approfondir.

En quoi la politique énergétique est-elle « à un tournant » ?

V. G. : Nous allons devoir nous engager dans une véritable transition énergétique, compte tenu de la diminution des ressources fossiles. Cette transition vers une économie décarbonée est elle-même une composante de la révolution écologique qui s'amorce et qui revêt deux dimensions. Tout d'abord la lutte contre toutes les pollutions qui contribuent notamment au réchauffement climatique. Et d'autre part, l'ouverture de nouveaux domaines écologiques, de l'océan à l'espace et jusqu'aux biotechnologies. Toutes ces évolutions renvoient à la nécessité d'une maîtrise sociale nouvelle de l'industrie, à un regard accru sur le fonctionnement des marchés.

À des besoins inédits en termes de coopérations, à l'échelle européenne et internationale. Sur toutes ces évolutions, il me paraît évident que les travailleurs, parce qu'ils sont acteurs des modes de production et parce qu'ils en sont usagers, ont bien sûr leur mot à dire. D'autant que ces évolutions ne doivent pas être déterminées uniquement par la loi du profit, mais au contraire favoriser la disponibilité d'une énergie à bas coût pour tous les usagers, aussi bien les ménages que les industriels. Et ces questions sont au centre de nombreux débats au sein des organisations de la CGT.

Lesquelles ?

V. G. : Dans leurs secteurs d'activité respectifs, les fédérations de l'énergie, de la chimie mais aussi de la métallurgie et de la construction ont acquis une autorité certaine sur l'évolution des entreprises comme sur les choix énergétiques. À l'échelle d'un groupe comme GDF-Suez, par exemple, une structure interfédérale existe déjà. D'où cette idée de créer un groupe de travail sur la politique énergétique avec ces quatre fédérations ainsi que la confédération. Car il nous paraît important de porter les réflexions et les exigences de la CGT dans le débat public, autour de questions qui concernent la nation tout entière. Comme l'indiquait Bernard Thibault lors de la présentation du rapport à la CEC (Commission exécutive confédérale) qui préconisait la création de ce groupe de travail, « *Au-delà du débat dans la CGT, il s'agit de préciser ce qu'il peut être utile de dire en tant que CGT au reste de la population.* »